



17 février 2026

NATO SANS CLASSIFICATION

**DOCUMENT
PO(2026)0044-AS1**

**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2024
DU BUREAU DES SITES DE CONTRÔLE DE LA PRÉCISION
DES DÉTECTEURS ET DES ARMES DES FORCES NAVALES DE L'OTAN
(BUREAU DES FORACS OTAN OU NFO)**

NOTE SUR LA SUITE DONNÉE

Le 17 février 2026, au terme d'une procédure d'accord tacite, le Conseil a pris note du rapport de l'IBAN cité en titre ainsi que de la décision du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) concernant ce rapport, et il a donné son accord pour que les états financiers 2024 du NFO, le rapport de l'IBAN et la décision du RPPB soient rendus publics.

(signé) Mark RUTTE
Secrétaire général

NB : La présente note fait partie du PO(2026)0044 et doit être placée en tête de ce document.

NATO SANS CLASSIFICATION





NATO SANS CLASSIFICATION

10 février 2026

DOCUMENT

PO(2026)0044

Procédure d'accord tacite :

17 fév 2026 17:30

À : Représentants permanents (Conseil)

De : Secrétaire général

**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2024
DU BUREAU DES SITES DE CONTRÔLE DE LA PRÉCISION
DES DÉTECTEURS ET DES ARMES DES FORCES NAVALES DE L'OTAN
(BUREAU DES FORACS OTAN OU NFO)**

1. Vous trouverez en annexe la décision du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) concernant le rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2024 du NFO, ainsi que la recommandation qu'il a formulée à l'intention du Conseil.

2. Je ne pense pas que ce dossier doive être examiné au Conseil. Par conséquent, **sauf avis contraire me parvenant d'ici au mardi 17 février 2026 à 17h30**, je considérerai que le Conseil aura pris note de la décision du RPPB et du rapport de l'IBAN, et qu'il aura donné son accord pour que les états financiers 2024 du NFO, le rapport de l'IBAN et la décision du RPPB soient rendus publics.

(signé) Mark RUTTE

1 annexe
2 pièces jointes

Original : anglais

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-



**BUREAU DE LA PLANIFICATION ET DE LA POLITIQUE GÉNÉRALE
DES RESSOURCES (RPPB)**

**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2024
DU BUREAU DES SITES DE CONTRÔLE DE LA PRÉCISION
DES DÉTECTEURS ET DES ARMES DES FORCES NAVALES DE L'OTAN
(BUREAU DES FORACS OTAN OU NFO)**

DÉCISION

Référence : IBA-A(2025)0089

(Rapport de l'IBAN)

Le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources :

1. ayant examiné le rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2024 du NFO et pris connaissance des commentaires de cette entité, constate que l'IBAN a émis une opinion sans réserve sur ces états financiers et sur la conformité pour l'exercice et qu'il a formulé une observation, laquelle n'a pas eu d'incidence sur l'opinion émise ;
2. s'agissant de la recommandation faisant suite à l'audit des états financiers de 2015, qui concernait la mise en conformité avec les articles du NFR relatifs à l'audit interne, note que le Service Contrôle et assurance (IOS) du Secrétariat international a indiqué qu'il planifiait ses audits internes sur la base d'une approche fondée sur les risques et qu'il procéderait à un audit du NFO¹ le jour où le niveau de risque serait considéré comme suffisamment élevé pour qu'il mobilise à cet effet les ressources à sa disposition ;
3. souscrit à la recommandation formulée par l'IBAN comme suite à son observation, prend note de l'observation particulière formulée au sujet des états financiers 2024 du NFO et recommande au Conseil de donner son accord pour que ces états financiers et le rapport de l'IBAN soient rendus publics.

¹ PO(2024)0423.



International Board of Auditors for NATO
Collège international des auditeurs externes de l'OTAN

Brussels - Belgium



NATO SANS CLASSIFICATION

26 novembre 2025

IBA-A(2025)0089

À : Secrétaire général
(À l'attention du directeur de cabinet et directeur du Bureau du secrétaire général)

Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN
Président du Comité directeur des FORACS OTAN
Directeur de projet et directeur technique du Bureau des FORACS OTAN
Contrôleur des finances du Secrétariat international
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
Chef de la Branche Gestion des ressources et du portefeuille du Bureau OTAN des ressources
Bureau d'ordre du Cabinet

Objet : ***Rapport du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) sur l'audit des états financiers du Bureau des sites de contrôle de la précision des détecteurs et des armes des forces navales de l'OTAN (Bureau des FORACS OTAN ou NFO) pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 – IBA-AR(2025)0020***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint le rapport approuvé par l'IBAN ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers 2024 du NFO ainsi que sur la conformité pour cet exercice.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Sébastien Lepers
Président

Pièce jointe : voir ci-dessus.

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-

**Note succincte du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN
à l'intention du Conseil sur l'audit des états financiers
du Bureau des sites de contrôle de la précision des détecteurs
et des armes des forces navales de l'OTAN
(Bureau des FORACS OTAN ou NFO)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2024**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers du NFO pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Les sites de contrôle de la précision des détecteurs et des armes des forces navales de l'OTAN (FORACS OTAN) se chargent de l'étalonnage complet des détecteurs associés aux systèmes d'armes d'unités navales de l'OTAN comme les navires de surface, les sous-marins et les hélicoptères de lutte anti-sous-marin. Les mesures sont effectuées sur trois polygones, relevant respectivement de la Norvège, de la Grèce et des États-Unis.

L'audit de l'information financière ayant trait aux trois polygones (Centre d'évaluation et d'essais sous-marins de l'Atlantique (AUTEK), FORACS OTAN Grèce (NFG) et FORACS OTAN Norvège (NFN)) est de la responsabilité des autorités nationales compétentes.

La gestion d'ensemble du projet incombe au Comité directeur des FORACS OTAN, qui a pour organe exécutif le NFO, implanté au siège de l'OTAN. En 2024, la dotation budgétaire du NFO s'est élevée à 3,6 millions d'euros (MEUR), et les dépenses imputées sur le budget ont représenté 1,6 MEUR.

L'IBAN a formulé une observation particulière concernant le statut juridique du NFO et les dispositions réglementaires afférentes à cet organisme, ainsi que leurs incidences sur les éléments présentés dans les états financiers du NFO ou mentionnés dans les notes qui leur sont jointes.

Statut juridique du NFO et dispositions réglementaires relatives à cet organisme

L'IBAN appelle l'attention sur les informations communiquées dans la note 1 (Informations générales) jointe aux états financiers 2024 du NFO, dans laquelle il est indiqué ce qui suit :

«[...] En raison de sa taille modeste et de la structure de ses activités, le projet FORACS OTAN est rattaché, à des fins purement administratives, à la Division Investissement de défense du Secrétariat international (SI) de l'OTAN. Toutefois, comme le prévoit sa structure de gouvernance, il fonctionne de manière autonome.

Comme le prévoit le PO(76)140, le SI assure des services de soutien administratif au profit du NFO et met à sa disposition des installations au siège de l'OTAN pour lui permettre de mener à bien ses activités à l'appui du projet FORACS OTAN. Les dépenses exposées par le SI pour cette prestation de services lui sont remboursées par le projet FORACS OTAN.

Toutes les charges sont directement imputées sur le budget approuvé du projet FORACS OTAN, qu'il s'agisse des dépenses de personnel du NFO (dont les postes sont inscrits au tableau d'effectifs du SI) ou des charges relatives aux biens et services obtenus auprès de fournisseurs.

Toutes les opérations financières du projet FORACS OTAN sont porteuses d'un identifiant unique dans le système de planification des ressources d'entreprise (ERP) du SI. Cela garantit une bonne séparation des données, laquelle permet une gestion opérationnelle saine, un compte rendu fiable et un contrôle interne efficace. »

Dans son précédent rapport d'audit, l'IBAN avait formulé une observation concernant le statut juridique du NFO et les dispositions réglementaires relatives à cet organisme ainsi que leurs incidences sur les états financiers du SI et ceux du NFO. En décembre 2024, le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) a demandé au SI d'examiner avec le Comité directeur des FORACS OTAN et le directeur de projet du NFO les deux options énoncées dans la recommandation de l'IBAN, de déterminer avec eux comment donner la suite voulue à cette recommandation et de lui faire rapport sur la question. L'IBAN a noté que le SI et le NFO travaillaient conjointement à l'élaboration d'un document d'analyse. Au moment de l'audit, ces travaux n'avaient pas encore abouti à la formulation de conclusions officielles.

Par conséquent, le NFO est considéré comme une entité OTAN présentant des états financiers seulement pour ce qui concerne les activités du SI liées au NFO. Les éléments relevant des rubriques « Trésorerie et équivalents », « Dépenses de personnel » et « Charges relatives aux biens et services obtenus auprès de fournisseurs » n'apparaissent que dans les états financiers 2024 du NFO, et non pas dans ceux du SI.

Cette situation n'a pas conduit l'IBAN à modifier son opinion.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers 2024 du NFO ainsi que sur la conformité pour cet exercice.

Il a formulé une observation, assortie d'une recommandation. Cette observation n'a pas eu d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers et de la conformité. Elle porte sur le point suivant :

1. Nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des états financiers

L'IBAN ayant relevé des inexactitudes significatives dans les états financiers, le NFO a demandé à les corriger ; l'IBAN a accepté d'auditer les états financiers rectifiés, qui lui ont été présentés le 13 août 2025. Comme indiqué dans l'observation 1, sans cette correction, les états financiers 2024 du NFO auraient contenu des inexactitudes

significatives qui auraient amené l'IBAN à émettre une opinion avec réserve à leur sujet.

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté qu'une question avait été traitée et que trois autres étaient toujours en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis au NFO, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document et sont accompagnés, le cas échéant, de la position de l'IBAN à leur sujet.

26 novembre 2025

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

**DU BUREAU DES SITES DE CONTRÔLE DE LA PRÉCISION
DES DÉTECTEURS ET DES ARMES DES FORCES NAVALES DE L'OTAN**

(BUREAU DES FORACS OTAN ou NFO)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

Audit des états financiers

Opinion sur les états financiers

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers du Bureau des FORACS OTAN (NFO) portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2024. Diffusés sous la cote FC(2025)0027-REV2 et soumis à l'IBAN le 13 août 2025, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2024, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2024, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la même période de 12 mois.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers donnent une image fidèle et exacte de la situation financière du NFO au 31 décembre 2024 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin à cette date, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

Justification de l'opinion émise sur les états financiers

Le Règlement financier de l'OTAN prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit en se fondant sur les principes définis par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), comme le prévoit sa charte, et sur des normes conformes aux normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 2000-2899).

L'IBAN est indépendant, comme le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Observation particulièreStatut juridique du NFO et dispositions réglementaires relatives à cet organisme

L'IBAN appelle l'attention sur les informations communiquées dans la note 1 (Informations générales) jointe aux états financiers 2024 du NFO, dans laquelle il est indiqué ce qui suit :

«[...] En raison de sa taille modeste et de la structure de ses activités, le projet FORACS OTAN est rattaché, à des fins purement administratives, à la Division Investissement de défense du Secrétariat international (SI) de l'OTAN. Toutefois, comme le prévoit sa structure de gouvernance, il fonctionne de manière autonome.

Comme le prévoit le PO(76)140, le SI assure des services de soutien administratif au profit du NFO et met à sa disposition des installations au siège de l'OTAN pour lui permettre de mener à bien ses activités à l'appui du projet FORACS OTAN. Les dépenses exposées par le SI pour cette prestation de services lui sont remboursées par le projet FORACS OTAN.

Toutes les charges sont directement imputées sur le budget approuvé du projet FORACS OTAN, qu'il s'agisse des dépenses de personnel du NFO (dont les postes sont inscrits au tableau d'effectifs du SI) ou des charges relatives aux biens et services obtenus auprès de fournisseurs.

Toutes les opérations financières du projet FORACS OTAN sont porteuses d'un identifiant unique dans le système de planification des ressources d'entreprise (ERP) du SI. Cela garantit une bonne séparation des données, laquelle permet une gestion opérationnelle saine, un compte rendu fiable et un contrôle interne efficace. »

Dans son précédent rapport d'audit, l'IBAN avait formulé une observation concernant le statut juridique du NFO et les dispositions réglementaires relatives à cet organisme ainsi que leurs incidences sur les états financiers du SI et ceux du NFO. En décembre 2024, le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) a demandé au SI d'examiner avec le Comité directeur des FORACS OTAN et le directeur de projet du NFO les deux options énoncées dans la recommandation de l'IBAN, de déterminer avec eux comment donner la suite voulue à cette recommandation et de lui faire rapport sur la question. L'IBAN a noté que le SI et le NFO travaillaient conjointement à l'élaboration d'un document d'analyse. Au moment de l'audit, ces travaux n'avaient pas encore abouti à la formulation de conclusions officielles.

Par conséquent, le NFO est considéré comme une entité OTAN présentant des états financiers seulement pour ce qui concerne les activités du SI liées au NFO. Les éléments relevant des rubriques « Trésorerie et équivalents », « Dépenses de personnel » et « Charges relatives aux biens et services obtenus auprès de fournisseurs » n'apparaissent que dans les états financiers 2024 du NFO, et non pas dans ceux du SI.

Cette situation n'a pas conduit l'IBAN à modifier son opinion.

Responsabilité de la direction concernant les états financiers

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le Règlement financier de l'OTAN. Les états financiers du NFO sont établis en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditables et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il n'y ait pas moyen de faire autrement.

Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué sur la base de normes conformes aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués sur la base de normes conformes aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une erreur, car la fraude peut résulter d'une collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;
- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;
- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

Audit de conformité**Opinion sur la conformité**

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Justification de l'opinion émise sur la conformité

L'IBAN a effectué l'audit de conformité en se fondant sur les principes définis par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), comme le prévoit sa charte, et sur des normes conformes aux normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000-4899).

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant la conformité

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le Règlement financier de l'OTAN ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le directeur de projet est responsable et tenu comptable d'une saine gestion financière. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

Responsabilité de l'IBAN concernant la conformité

Selon sa charte, en plus d'être chargé de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 26 novembre 2025



Sébastien Lepers
Président

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'IBAN a formulé une observation, assortie d'une recommandation. Cette observation n'a pas eu d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers et de la conformité. Elle porte sur le point suivant :

1. Nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des états financiers

Le rapport d'audit a été transmis au NFO, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document et sont accompagnés, le cas échéant, de la position de l'IBAN à leur sujet.

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté qu'une question avait été traitée et que trois autres étaient toujours en cours de traitement.

1. NÉCESSITÉ DE RENFORCER LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE INTERNE RELATIFS À L'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS**Contexte**

1.1 Aux termes de l'IPSAS 1, à laquelle se réfère le cadre comptable OTAN (NAF), « *les états financiers doivent présenter une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie d'une entité. La présentation d'une image fidèle nécessite une représentation sincère des effets des transactions, autres événements et conditions selon les définitions et les critères de comptabilisation des actifs, des passifs, des produits et des charges exposés dans les IPSAS.* »

1.2 Selon l'article 6 du Règlement financier de l'OTAN (NFR), il incombe au contrôleur des finances d'exécuter les activités de l'entité OTAN qui concernent l'établissement du budget, la comptabilité et le compte rendu. Ainsi, le contrôleur des finances est notamment responsable du système de contrôle financier interne et de l'établissement des états financiers, qui doivent être conformes au NAF.

1.3 L'une des fonctions principales de tout système de contrôle interne est de garantir l'existence de procédures appropriées pour l'établissement, l'examen et la présentation des états financiers. En effet, l'existence d'une procédure d'examen appropriée conditionne la possibilité d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers sont conformes au cadre de compte rendu financier applicable.

1.4 Aux termes de l'article 12.2 du NFR, « *afin qu'il soit satisfait aux critères souhaités de contrôle interne, le contrôleur des finances veille à [...] établir et tenir des registres comptables complets répertoriant tous les actifs et passifs* ». L'article 12.3

précise quant à lui que « *les activités de contrôle interne portent notamment sur [...] la constitution de pistes d'audit adéquates ainsi que le maintien de la confidentialité, de l'intégrité et de la disponibilité des données dans les systèmes d'information* ».

Constatations

1.5 L'IBAN a relevé des inexactitudes significatives dans les états financiers 2024 du NFO qui lui avaient été soumis le 24 mars 2025. Ces inexactitudes, qui sont décrites ci-après, ont été corrigées dans les états financiers rectifiés qui ont été publiés le 13 août 2025 (FC(2025)0027-REV2). Sans ces corrections, les états financiers 2024 du NFO auraient contenu des erreurs significatives qui auraient amené l'IBAN à émettre une opinion avec réserve à leur sujet.

1.6 Dans la première version des états financiers, l'IBAN avait constaté des erreurs dans le tableau des flux de trésorerie. En effet, les montants inscrits sous les rubriques « Diminution des autres passifs à long terme » et « Acquisition d'immobilisations corporelles/immobilisations incorporelles » (respectivement 86 119 EUR et 172 663 EUR) étaient incorrects. Le NFO a corrigé ces erreurs dans la version rectifiée de ses états financiers, en rétablissant les bons montants pour chacune des deux rubriques, à savoir 172 663 EUR pour la rubrique « Diminution des autres passifs à long terme » et 86 119 EUR pour la rubrique « Acquisition d'immobilisations corporelles/immobilisations incorporelles ».

1.7 L'IBAN avait par ailleurs relevé une erreur dans la note 16 (« Bénéfices non répartis ») jointe à la première version des états financiers. Il était indiqué que le montant de la réserve opérationnelle s'élevait à 434 045 EUR, au lieu de 384 766 EUR en réalité. Le NFO a également corrigé cette erreur dans la version rectifiée de ses états financiers.

Recommandations

1.8 L'IBAN recommande au NFO de veiller à s'appuyer sur des mécanismes de contrôle interne appropriés lors de l'établissement et de la présentation des états financiers, afin qu'une assurance raisonnable puisse être obtenue quant à la conformité de ceux-ci avec le cadre comptable OTAN et le Règlement financier de l'OTAN.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations formulées lors d'audits précédents. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ses recommandations et des mesures prises par l'entité (pour autant qu'elles aient été examinées par l'IBAN) ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme

étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
<p>(1) Exercice 2023 IBA-AR(2024)0019, paragraphe 1</p> <p>FAIBLESSES SIGNIFICATIVES DANS LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE INTERNE RELATIFS À L'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS</p> <p>Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande au NFO de veiller à s'appuyer sur des mécanismes de contrôle interne appropriés lors de l'établissement et de la présentation des états financiers, afin qu'une assurance raisonnable puisse être obtenue quant à la conformité de ceux-ci avec le cadre comptable OTAN et le Règlement financier de l'OTAN.</p>	<p>L'IBAN a relevé des inexactitudes significatives dans la première version des états financiers 2024 du NFO qui lui avait été soumise. Il maintient donc la recommandation qu'il a formulée dans le rapport d'audit précédent. Question en cours de traitement.</p>	<p>Question en cours de traitement</p>
<p>(2) Exercice 2023 IBA-AR(2024)0019, paragraphe 2</p> <p>NÉCESSITÉ DE CLARIFIER LE CONTENU ET LA PRÉSENTATION À DONNER AUX ÉTATS FINANCIERS DU NFO</p> <p>Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande au Conseil de charger l'organe directeur compétent de préciser, en concertation avec le Comité directeur des FORACS OTAN, si les états financiers du NFO doivent porter uniquement sur les activités exercées par le SI pour le compte du NFO (c'est-à-dire sur des activités d'un organisme OTAN au sens de la charte de l'IBAN), ou s'ils portent sur les activités du NFO lui-même (c'est-à-dire de l'organe exécutif d'un projet OTAN qui ne semble pas répondre à la définition d'organisme OTAN figurant dans la charte de l'IBAN et qui n'est pas soumis au NFR).</p>	<p>En décembre 2024, le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) a demandé au SI d'examiner avec le Comité directeur des FORACS OTAN et le directeur de projet du NFO les deux options énoncées dans la recommandation de l'IBAN, de déterminer avec eux comment donner la suite voulue à cette recommandation et de lui faire rapport sur la question. L'IBAN a noté que le SI et le NFO travaillaient conjointement à l'élaboration d'un document d'analyse. Question en cours de traitement.</p>	<p>Question en cours de traitement</p>

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
<p>(3) Exercice 2023 IBA-AR(2024)0019, paragraphe 3</p> <p>NÉCESSITÉ DE MODIFIER LA TERMINOLOGIE UTILISÉE DANS LE DOCUMENT RELATIF AU TRANSFERT D'ACTIFS ACHETÉS PAR LE NFO POUR LE COMPTE DES POLYGONES FORACS OTAN</p> <p>Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande au NFO de modifier la terminologie et les dispositions du document utilisé pour le transfert d'actifs du NFO aux polygones FORACS OTAN, afin que ce document reflète fidèlement la nature des arrangements mis en place avec ces polygones en ce qui concerne le transfert du droit de propriété et le pouvoir de décider de la vente des actifs transférés, de leur cession ou de leur affectation à une autre utilisation.</p>	<p>L'IBAN note que le NFO a publié une version révisée de ses instructions permanentes, laquelle donne des précisions sur le statut des actifs achetés pour le compte des polygones. Il note également que le « document de réception » a été revu et que la nouvelle terminologie permet de clarifier la question de la propriété des actifs des polygones et celle des droits correspondants. Question traitée.</p>	<p>Question traitée</p>
<p>(4) Exercice 2015 IBA-AR(2017)22, paragraphe 7</p> <p>EFFORTS SUR LA VOIE DE LA CONFORMITÉ AVEC LA VERSION RÉVISÉE DU RÈGLEMENT FINANCIER DE L'OTAN, ET EN PARTICULIER AVEC LES ARTICLES RELATIFS AU CONTRÔLE INTERNE, À LA GESTION DES RISQUES ET À L'AUDIT INTERNE</p> <p>Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande au NFO :</p> <p>a) de veiller à ce que sa politique de gestion des risques et ses registres des risques tiennent compte des risques liés au compte rendu financier et à la conformité ;</p> <p>b) de se doter, en application des FRP XII, alinéa 3) (e), d'un cadre de contrôle interne spécifique pour l'évaluation de son système de contrôle interne, prévue par l'article 12 du NFR. Étant donné que d'autres entités OTAN ont déjà adopté le cadre de contrôle interne du COSO, susceptible d'être utilisé par des entités de toutes tailles, le NFO devrait envisager d'adopter lui aussi ce cadre ;</p>	<p>Sous-question a) traitée (voir IBA-AR(2022)0007).</p> <p>Sous-question b) traitée (voir IBA-AR(2021)0012).</p>	<p>Question en cours de traitement</p>

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
<p>c) d'entamer, en coordination avec le SI, lorsqu'il y a lieu, un travail d'évaluation et de consignation par écrit du fonctionnement du système de contrôle interne et des procédures de gestion des risques, afin de se conformer aux articles 11 et 12 du NFR, aux FRP XI et XII et au cadre de contrôle interne qu'il aura choisi.</p> <p>d) de veiller, en recourant à l'externalisation si elle est jugée plus intéressante sur le plan financier, à ce que les activités d'audit interne comportent une analyse de la gestion des risques et du contrôle interne dans l'ensemble du NFO ;</p> <p>e) de veiller à ce que les crédits budgétaires supplémentaires ne servent qu'à engager les dépenses correspondant à des biens et des services à recevoir pendant l'exercice. Le NFO devrait recourir à des autorisations de programme pour les biens et les services à recevoir au cours d'exercices futurs.</p>	<p>Sous-question c) traitée (voir IBA-AR(2022)0007).</p> <p>d) Après que le Conseil a approuvé les recommandations formulées par le RPPB à l'issue de l'audit des états financiers 2023 du NFO, le Service Contrôle et assurance (IOS) du SI a accepté d'inscrire le NFO dans son programme d'audit interne, sur la base d'une approche fondée sur les risques. Par ailleurs, il a indiqué au NFO qu'il était peu probable qu'il puisse lui consacrer du temps d'audit dans un avenir proche, car ses effectifs n'étaient pas suffisants et qu'il avait des tâches plus urgentes. L'IOS cherchera d'autres moyens d'inclure le NFO dans son programme, en tenant compte avant tout des facteurs de risque. Il pourrait envisager de recourir à des consultants externes pour renforcer temporairement son effectif, si nécessaire. Sous-question en cours de traitement.</p> <p>Sous-question e) traitée (voir IBA-AR(2019)0022).</p>	

COMMENTAIRES OFFICIELS DU BUREAU DES FORACS OTAN (NFO) SUR LE RAPPORT D'AUDIT ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)

**OBSERVATION N° 1 :
NÉCESSITÉ DE RENFORCER LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE INTERNE RELATIFS À L'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS**

Commentaires officiels du NFO

Le NFO souscrit à la recommandation de l'IBAN.

Il continuera, en coordination avec l'OFC, d'améliorer les mesures prises et de renforcer les mécanismes de contrôle interne.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

(1) Exercice 2023

IBA-AR(2024)0019, paragraphe 1

FAIBLESSES SIGNIFICATIVES DANS LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE INTERNE RELATIFS À L'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS

Commentaires officiels du NFO

Le NFO est d'accord.

Il continuera, en coordination avec l'OFC, d'améliorer les mesures prises et de renforcer les mécanismes de contrôle interne.

(2) Exercice 2023

IBA-AR(2024)0019, paragraphe 2

NÉCESSITÉ DE CLARIFIER LE CONTENU ET LA PRÉSENTATION À DONNER AUX ÉTATS FINANCIERS DU NFO

Commentaires officiels du NFO

Le NFO n'est pas d'accord.

Il prend note de l'observation de l'IBAN, mais, comme indiqué par le passé, il estime qu'il n'y a pas lieu de clarifier le contenu et la présentation des états financiers du NFO.

Lancé comme activité multinationale menée en coopération par un mémorandum d'entente datant de mai 1974, et constitué en projet OTAN par la CDNA en août 1974, le projet FORACS OTAN suit le même modèle

d'exploitation depuis 50 ans. Et depuis tout aussi longtemps, le NFO est reconnu comme entité OTAN présentant des états financiers. Cela fait plus de 47 ans que l'IBAN audite les états financiers du NFO, et il n'a jamais remis en cause l'arrangement existant.

Le NFO travaille actuellement avec le SI à l'élaboration d'un document en réponse au mandat susvisé qui leur a été confié par le RPPB.

Position de l'IBAN

L'IBAN note que le NFO travaille actuellement avec le SI à l'élaboration d'un document, en réponse au mandat susmentionné qui leur a été confié par le RPPB. Il maintient donc sa recommandation selon laquelle le NFO devrait veiller à ce que ses états financiers reflètent clairement que le NFO est le bénéficiaire de services rendus par le SI et, en particulier, que le SI, en vertu de certains accords, lui fournit des services de soutien administratif moyennant remboursement ou recouvrement des dépenses correspondantes.

(4) Exercice 2015

IBA-AR(2017)22, paragraphe 7

EFFORTS SUR LA VOIE DE LA CONFORMITÉ AVEC LA VERSION RÉVISÉE DU RÈGLEMENT FINANCIER DE L'OTAN, ET EN PARTICULIER AVEC LES ARTICLES RELATIFS AU CONTRÔLE INTERNE, À LA GESTION DES RISQUES ET À L'AUDIT INTERNE

Commentaires officiels du NFO

Le NFO n'est pas d'accord.

Comme signalé précédemment, l'organe directeur du projet, le Comité directeur des FORACS OTAN, continue de demander au Service Contrôle et assurance (IOS) de réaliser un audit interne sur la gestion des risques et le contrôle interne du projet FORACS OTAN.

Comme indiqué, le NFO et l'IOS continueront de chercher des moyens d'inclure le NFO dans le programme d'audit de l'IOS, en tenant compte des facteurs de risque. Il pourrait être envisagé de recourir à des consultants externes pour renforcer temporairement l'effectif de l'IOS, si nécessaire.

Position de l'IBAN

L'IBAN prend note des commentaires du NFO. Celui-ci indique que l'IOS a accepté d'inscrire le NFO dans son programme d'audit interne, en tenant compte du niveau de risque qui lui est associé.

L'IBAN continue donc de considérer la sous-question d) comme étant en cours de traitement.

GLOSSAIRE

En application de la norme internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) 2705, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et que rien ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée, ou lorsque des problèmes particuliers lui donnent à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point qu'il n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

En application des normes d'audit, trois types de paragraphe peuvent figurer dans le rapport d'audit :

- Questions clés de l'audit (ISSAI 2701) – Paragraphe qui concerne des questions qui, selon le jugement professionnel de l'IBAN, sont les plus importantes parmi celles qui ressortent de l'audit des états financiers de la période considérée. Les questions clés de l'audit sont portées à l'attention du Conseil.
- Observation particulière (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit afin d'appeler l'attention sur un élément présenté dans les états financiers dont l'importance est telle, selon lui, qu'il est indispensable à l'utilisateur pour sa compréhension de ces documents.

- Autre observation (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit pour fournir des informations sur un élément autre que ceux présentés dans les états financiers qui, selon lui, est important pour la compréhension, par l'utilisateur, des responsabilités de l'auditeur ou du rapport d'audit.

NATO UNCLASSIFIED

FC(2025)0027-REV2

NATO FORACS OFFICE

FINANCIAL STATEMENTS
Financial Year 2024

Annexes:

- 1 Statement of Financial Position
- 2 Statement of Financial Performance
- 3 Statement of Cash Flow
- 4 Statement of Changes in Net Assets/Equity
- 5 Statement of Budget Execution
- 6 Explanatory Notes to the Financial Statements



Michael Magan
Project Manager FORACS



Rui Miguel Mendes da Silva
Financial Controller NATO-IS

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

ANNEX 1 to
FC(2025)0027-REV2

NATO FORACS OFFICE
Statement of Financial Position

As at 31 December 2024

(in EUR)

	Notes	Current Year 2024	Prior Year 2023
Assets			
Current assets			
Cash and cash equivalents	(3)	8,436,044.63	6,768,420.34
Short term investments	(4)	0.00	0.00
Receivables	(5)	1,272,330.74	684,702.82
Prepayments	(6)	3,022,396.91	1,999,656.92
Other current assets	(7)	47,279.59	43,532.96
Inventories	(8)		
		12,778,051.87	9,496,313.04
Non-current assets			
Receivables			
Property, plant & equipment			
Intangible assets	(9)	1,765,087.87	1,937,750.85
		1,765,087.87	1,937,750.85
Total assets		14,543,139.74	11,434,063.89
Liabilities			
Current liabilities			
Payables	(10)	145,930.69	281,891.70
Deferred revenue	(11)	1,543,046.02	854,691.06
Advances	(12)	9,043,760.80	6,321,122.90
Provisions	(13)	0.00	0.00
Other current liabilities	(14)	1,665,216.75	1,776,195.52
		12,397,954.26	9,233,901.18
Non-current liabilities			
Provisions		0.00	0.00
Deferred revenue	(15)	1,765,087.87	1,937,750.85
Other non-current liabilities			
		1,765,087.87	1,937,750.85
Total liabilities		14,163,042.13	11,171,652.03
Surplus/Deficit		0.00	0.00
Retained earnings	(16)	380,097.61	262,411.86
Reserves			
Total net assets		380,097.61	262,411.86

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

ANNEX 2 to
FC(2025)0027-REV2

NATO FORACS OFFICE
Statement of Financial Performance

As at 31 December 2024

		(in EUR)	
	Notes	Current Year	Prior Year
		2024	2023
Revenue			
Non-Exchange Revenue		1,835,121.63	1,789,906.42
Exchange revenue		0.00	0.00
Financial revenue		171.89	1,649.11
Other revenue		2,743.34	4,002.26
Total revenue	(17)	1,838,036.86	1,795,557.79
Expenses			
Personnel		799,202.99	787,113.08
Contractual supplies and services		763,444.43	727,450.27
Depreciation and amortization		258,781.86	244,642.58
Impairment		0.00	0.00
Provisions		0.00	0.00
Other expenses		0.00	0.00
Finance costs		16,607.58	36,351.86
Total expenses	(18)	1,838,036.86	1,795,557.79
Surplus/(Deficit) for the period		0.00	0.00

NATO UNCLASSIFIED

ANNEX 3 to
FC(2025)0027-REV2

NATO FORACS OFFICE
Statement of Cash Flow

As at 31 December 2024

(in EUR)

	Notes	Current Year	Prior Year
		2024	2023
Cash flow from operating activities			
Surplus/(Deficit)		0.00	0.00
Non-cash movements			
Depreciation/ Amortisation		258,781.86	244,642.58
Impairment		0.00	0.00
Use of Cash Reserves		117,685.75	-776,302.19
Increase/(decrease) in payables		-135,961.01	142,354.91
Increase/ (decrease) in deferred revenue, advances and other current liabilities		3,300,014.09	1,068,285.63
Increase/ (decrease) in provisions		0.00	0.00
Increase/ (decrease) in other non current liabilities		-172,662.98	-87,279.15
(Gains)/losses on sale of property, plant and equipment		0.00	0.00
Decrease/ (Increase) in prepayments and other current assets		-1,026,486.62	-100,264.16
Decrease/ (Increase) in receivables		-587,627.92	666,190.39
Net cash flow from operating activities		1,753,743.17	1,157,628.01
Cash flow from investing activities			
Purchase of property plant and equipment / Intangible assets		-86,118.88	-157,363.43
Proceeds from sale of property plant and equipment		0.00	0.00
Net cash flow from investing activities		-86,118.88	-157,363.43
Cash flow from financing activities			
Decrease/ (Increase) Deposit		0.00	0.00
Net cash flow from financing activities		0.00	0.00
Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents		1,667,624.29	1,000,264.58
Cash and cash equivalent at the beginning of the period		6,768,420.34	5,768,155.76
Cash and cash equivalent at the end of the period		8,436,044.63	6,768,420.34

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

ANNEX 4 to
FC(2025)0027-REV2NATO FORACS OFFICE
Statement of Changes in Net Assets/Equity

As at 31 December 2024

(in EUR)

Balance at the beginning of the period 2023	<u>(1,038,714.05)</u>
Changes in accounting policy	
Restated balance	
Net (gains)/losses recognised directly in net assets/equity	
Exchange difference on translating foreign operations	
Use of cash Reserves	776,302.19
Gain on property revaluation	
Surplus/(deficit) for the period	
Change in net assets/equity for the year ended 2023	<u>(262,411.86)</u>
Balance at the beginning of the period 2024	<u>(262,411.86)</u>
Changes in accounting policy	
Restated balance	
Net (gains)/losses recognised directly in net assets/equity	
Exchange difference on translating foreign operations	
Use of cash Reserves	(117,685.75)
Gain on property revaluation	
Surplus/(deficit) for the period	
Change in net assets/equity for the year ended 2024	<u>(380,097.61)</u>

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

ANNEX 5 to
FC(2025)0027-REV2NATO FORACS OFFICE
Statement of Budget Execution

As at 31 December 2024

(Amounts in EUR)	Initial budget	Budget increase	BA2	Budget Revision	BA3	Transfers	Final budget	Expenses	Carry forward	Lapsed
Budget 2024										
Chapter 1	802,000.00	-	802,000.00	-	802,000.00	-	802,000.00	799,202.99	-	2,797.01
Chapter 2	430,141.00	-	430,141.00	507,150.00	937,291.00	-	937,291.00	407,018.99	288,869.65	241,402.36
Chapter 3	59,548.00	-	59,548.00	947,425.00	1,006,973.00	-	1,006,973.00	93,360.38	755,570.00	158,042.62
Chapter 4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	1,291,689.00	-	1,291,689.00	1,454,575.00	2,746,264.00	-	2,746,264.00	1,299,582.36	1,044,439.65	402,241.99
Budget 2023										
Chapter 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapter 2	8,656.94	-	8,656.94	-	8,656.94	-	8,656.94	8,656.94	-	-
Chapter 3	846,034.75	-	846,034.75	-	846,034.75	-	846,034.75	340,527.00	498,605.00	6,902.75
Chapter 4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	854,691.69	-	854,691.69	-	854,691.69	-	854,691.69	349,183.94	498,605.00	6,902.75
Budget 2022										
Chapter 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapter 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapter 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total All Budgets	2,146,380.69	-	2,146,380.69	1,454,575.00	3,600,955.69	-	3,600,955.69	1,648,766.30	1,543,044.65	409,144.74

NATO UNCLASSIFIED

**EXPLANATORY NOTES TO NATO FORACS OFFICE
2024 FINANCIAL STATEMENTS****NOTE 1: GENERAL INFORMATION**

NATO FORACS' mission is to maximise the lethality, operational readiness and interoperability of NATO maritime forces through comprehensive calibration of sensor, weapon, combat, communication, and navigation systems to clearly defined accuracy and performance standards in order to support the verification and restoration of optimal Operational Capability (OC) and interoperability, the provision of near real-time OC assurance to Alliance and National Command Chains and the validation of new and upgraded maritime platforms and capabilities.

The NATO FORACS Memorandum of Understanding was signed in 1974 by seven NATO nations: Denmark, Germany, Greece, Italy, Norway, the United Kingdom and the United States. In September 1994, Canada became the eighth signatory. Collectively the eight nations are referred to as the Member Nations.

Three NATO FORACS (Naval Forces Sensor and Weapons Accuracy Check Sites) test Ranges were authorized under the management of a NATO FORACS Steering Committee (NFSC).

NATO FORACS Office (NFO) was established at NATO Headquarters in January 1977. This office provides technical direction for the project, quality control over test procedures, and maintains a data bank of test results for national summary reports.

NATO FORACS Norway (NFN) began routine testing in 1978.

NATO FORACS Greece (NFG) was opened for routine operation in 1985.

In 1994 the US FORACS range at AUTECH (Atlantic Underwater Test and Evaluation Center) became an affiliated NATO FORACS test range called NATO FORACS AUTECH (NFA).

Member Nations maintain oversight of the project through the NATO FORACS Steering Committee. The Steering Committee executes its responsibility through an executive Project Manager at the NFO in Brussels.

Normal operations and maintenance of NATO FORACS activities are funded by the Member Nations on a cost-sharing basis. Non-member nations utilize the resources and capabilities based on a calculated 'per-test rate' for services. Fixed facilities and capital costs are sustained and updated, when necessary, with NATO common funding through the NATO Security Investment Programme (NSIP).

These financial statements relate only to the NFO. The three NATO FORACS Ranges (NFA, NFG and NFN, referred to also as the Ranges) are responsible for executing their own budgets and issuing their own financial statements under their national budgeting and financial rules.

NATO FORACS conducts tests for Alliance nations in response to NATO's tasking to provide mission capable platforms. This testing also supports Nation's acquisition and upgrade programmes testing of ships, submarines and maritime aircraft. Having systems in ships, submarines and maritime aircraft aligned and calibrated to the same common reference and to clearly defined accuracy

NATO UNCLASSIFIED

6-2

ANNEX 6 to
FC(2025)0027-REV2

standards aligns with the Connected Forces Initiative and improves interoperability of maritime systems within and between nations.

The NATO FORACS Project continues to demonstrate a quality management culture based on ISO 9001:2015 and on 22 Dec 2023 achieved recertification for a further three years.

For administrative purposes only, NATO FORACS is affiliated to the Defence Investment Division of the International Staff (IS) due to its limited size and structure of activities. However, NATO FORACS operates autonomously as per its governance structure.

As per PO/76/140, NATO IS delivers administrative support and facility services to NFO as a service provider to enable the NFO to conduct NF Project business. The cost for these services is reimbursed to NATO IS by NATO FORACS.

All expenses, both for the personnel expenses of NFO staff (part of the IS establishment) and expenses for contractual supplies and services, are directly allocated and charged to the approved NATO FORACS budget.

All NATO FORACS' financial transactions are identified through a unique identifier in the Enterprise Resource Planning system which is maintained by NATO-IS and ensures proper data segregation. This segregation ensures proper operational management, reporting and internal controls.

NOTE 2: ACCOUNTING POLICIES

NFO applies the NATO IS Accounting Policies which have been published through ON(2021)0079 and updated through FC(CAF)(2023)0001.

Declaration of Conformity

The NFO financial statements have been prepared in accordance with NATO Financial Regulations (NFR), the Financial Rules and Procedures (FRP) and the NATO Accounting Framework, which is an adapted version of the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

Basis of Preparation

These financial statements relate to the NATO FORACS Office (NFO). They also include transactions with the Ranges only in as much as they relate to the calls for contribution process of their respective budgets and therefore concerns cash, short term investments, receivables, payables, advances, and the Ranges' other current liabilities to the IS OFC on behalf of the NFO. Funds are called from Member Nations; receivables are recorded; funds are transferred to the Ranges upon request of the Range Managers in accordance with their approved Range budgets. Cash and cash equivalents are held on separate bank accounts controlled by the IS Office of Financial Control. None of the ensuing financial transactions of the Ranges (commitments, expenses, payments, etc.) are disclosed in these financial statements since they are executed under the exclusive authority and responsibility of the Ranges in accordance with their respective national regulations. The NFO plays no role in this respect.

All budget related decisions are taken by the NATO FORACS Steering Committee, not by the NFO. The latter has no financial authority over the Ranges, which operate under national regulations for all aspects of their management (budget execution, procurement, human resources, health and safety, financial reporting, external audit, etc.). The NFO holds an executive management function

NATO UNCLASSIFIED

6-2

but does not exercise any power over the Ranges and it does not have rights over their surpluses or assets, neither can it be considered liable for their obligations. As a consequence, the NFO exercises no control over the Ranges for financial reporting purposes and therefore its financial statements are not consolidated with those of the Ranges.

These financial statements have been prepared on a going-concern basis. The assumption is that NFO is a going concern and will continue in operation and meet its objectives and obligations for the foreseeable future.

The financial year is from 1 January to 31 December.

The amounts shown in these financial statements are presented in EUR.

NATO FORACS applied IPSAS 9 Revenue from exchange transactions and IPSAS 23 Revenue from non-exchange transactions.

The following IPSAS have no material effect on the 2024 NFO financial statements:

- IPSAS 5: Borrowing Costs
- IPSAS 7: Investments in Associates.
- IPSAS 8: Interests in Joint Ventures
- IPSAS 10: Financial Reporting in Hyperinflationary Economies
- IPSAS 11: Construction Contracts
- IPSAS 16: Investment Property
- IPSAS 21: Impairment of non-cash generating assets
- IPSAS 26: Impairment of Cash-Generating Assets
- IPSAS 27: Agriculture
- IPSAS 32: Service Concession Arrangements: Grantor

Changes in accounting policy

None.

Restatement of Financial Statements of Previous Years

An unsettled regularization stemming from previous years lapses between NFN and NFO of EUR 3,070.53 has been eliminated in Receivables and Retained Earnings.

Below tables provide an overview of the impact on the 2023 restated Statement of Financial Position and Statement of Financial Performance for comparative purposes:

NATO UNCLASSIFIED

6-4

ANNEX 6 to
FC(2025)0027-REV2

	Notes	2023 REPORTED	2023 RESTATED	IMPACT
Assets				
Current assets				
Cash and cash equivalents	(3)	6,768,420.34	6,768,420.34	0.00
Short term investments	(4)	0.00	0.00	0.00
Receivables	(5)	681,632.29	684,702.82	3,070.53
Prepayments	(6)	1,999,656.92	1,999,656.92	0.00
Other current assets	(7)	43,532.96	43,532.96	0.00
Inventories	(8)			0.00
		9,493,242.51	9,496,313.04	3,070.53
Non-current assets				
Receivables				0.00
Property, plant & equipment				0.00
Intangible assets	(9)	1,937,750.85	1,937,750.85	0.00
		1,937,750.85	1,937,750.85	0.00
Total assets		11,430,993.36	11,434,063.89	3,070.53
Liabilities				
Current liabilities				
Payables	(10)	281,891.70	281,891.70	0.00
Deferred revenue	(11)	854,691.06	854,691.06	0.00
Advances	(12)	6,321,122.90	6,321,122.90	0.00
Provisions	(13)	0.00	0.00	0.00
Other current liabilities	(14)	1,776,195.52	1,776,195.52	0.00
		9,233,901.18	9,233,901.18	0.00
Non-current liabilities				
Provisions		0.00	0.00	0.00
Deferred revenue	(15)	1,937,750.85	1,937,750.85	0.00
Other non-current liabilities				
		1,937,750.85	1,937,750.85	0.00
Total liabilities		11,171,652.03	11,171,652.03	0.00
Surplus/Deficit		0.00	0.00	0.00
Retained earnings	(16)	259,341.33	262,411.86	3,070.53
Reserves				
Total net assets		259,341.33	262,411.86	3,070.53

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2026)0020 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

NATO UNCLASSIFIED

6-4

NATO UNCLASSIFIED

6-5

ANNEX 6 to
FC(2025)0027-REV2

	Notes	2023 REPORTED	2023 RESTATED	IMPACT
Revenue				
Non-Exchange Revenue		1,789,684.09	1,789,906.42	222.33
Exchange revenue		0.00	0.00	0.00
Financial revenue		1,649.11	1,649.11	0.00
Other revenue		4,002.26	4,002.26	0.00
Total revenue	(17)	1,795,335.46	1,795,557.79	222.33
Expenses				
Personnel		787,113.08	787,113.08	0.00
Contractual supplies and services		727,450.27	727,450.27	0.00
Depreciation and amortization		244,642.58	244,642.58	0.00
Impairment		0.00	0.00	0.00
Provisions		0.00	0.00	0.00
Other expenses		0.00	0.00	0.00
Finance costs		36,129.53	36,351.86	222.33
Total expenses	(18)	1,795,335.46	1,795,557.79	222.33
Surplus/(Deficit) for the period		0.00	0.00	0.00

Reclassification of Financial Statements of Previous Years

None.

Use of Estimates

In accordance with generally accepted accounting principles, the financial statements include amounts based on estimates and assumptions by management, according to the most reliable information available, judgement and assumptions. Estimates include accrued revenue and expenses. Actual results could differ from those estimates. Changes in estimates are reflected in the period in which they become known.

NATO UNCLASSIFIED

6-6

ANNEX 6 to
FC(2025)0027-REV2**Foreign Currency Transactions**

The NFO's budget is authorized and managed in EUR so the contribution call is made in EUR. Foreign currency transactions as required are accounted for at the NATO exchange rates prevailing on the date of the transactions. Monetary assets and liabilities at year-end which were denominated in foreign currencies were converted into EUR using the NATO foreign currency exchange rates as of 31 December 2024.

Realised and unrealised gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognised in the Statement of Financial Performance.

NFO does not have any unrealised gains or losses resulting from the translation of statements.

Financial Risks

NFO uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include cash, bank accounts and deposit accounts.

All the financial instruments are recognised in the statement of financial position at their fair value.

The organisation is exposed to a variety of financial risks, including foreign exchange risk, credit risk, currency risk, liquidity risk and interest rate risk.

a. Foreign currency exchange risk

The exposure to foreign currency risk is limited as the vast majority of NFO's expenditures are made in EUR, the currency of its budget. The current bank account is held in EUR.

b. Credit risk

NFO incurs credit risks from cash and cash equivalent held with banks and from receivables.

The maximum exposure as at year-end is equal to the total amount of bank balances, short term deposits and receivables. There is very limited credit risk associated with the realization of these elements.

Concerning cash and cash equivalent NFO credit risk is managed by holding current bank accounts and short term highly liquid deposits that are readily convertible to a known amount of cash held with ING Bank (Belgium) which has the following long term credit ratings:

BANK NAME	COUNTRY OF HQ	LONG TERM RATINGS					
		FITCH		S&P GLOBAL		MOODY'S	
		Rating	Outlook	Rating	Outlook	Rating	Outlook
ING Belgium SA/NV	Belgium	AA-	Stable	N/A		Aa3	Stable

The NFO outstanding accounts receivable are managed by maintaining control procedures over receivables. All cash receivables are due from NATO member nations, which are considered credit worthy.

c. Liquidity risk

The liquidity risk, also referred to as funding risk, is based on the assessment as to whether the Organisation will encounter difficulties in meeting its obligations associated with financial liabilities. A liquidity risk could arise from a short term liquidity requirement. There is a very limited exposure to liquidity risk because of the funding mechanism which guarantees contributions in relation to the approved budgets. In addition, the NFO maintains an Operational Reserve. Some limited risk could be due to the inaccuracy of budget forecasts. However, past history shows that this process results in surpluses and since the budgetary rules provide for revised budgets, it also helps risk mitigation.

The NFO incurs a liquidity risk since it collects the budget contributions for the Ranges and sends to the Ranges the funds they require, sometimes in advance of the budget year. This transfers the liquidity risk from the Ranges to the NFO and could result in a liquidity issue if contributions from Participating Nations were late.

d. Interest rate risk

Except for certain cash and cash equivalent balances, NFO's financial assets and liabilities do not have associated interest rates. NFO is restricted from entering into borrowings and investments, and, therefore, there is an insignificant interest rate risk. Interest earned is not a budgetary resource but contributes to the surplus owed to Nations. In case of negative interest rates, these are added to the amounts called from Member Nations.

Current Assets

a. Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are defined as short-term assets. They include cash in hand, deposits held with banks, and other short term highly liquid investments.

b. Funds managed for third parties

Funds managed on behalf of third parties are held in cash and are presented as a liability. They are accounted for when cash is effectively received.

c. Receivables

Receivables are stated at net realisable value, after provision for doubtful and uncollectible debts.

Outstanding budget contributions concerning the Ranges are also recorded as Receivables.

Contributions receivable are recognised when a call for contribution has been issued to the Member Nations. No allowance for loss is recorded with respect to Member Nations' assessed contributions receivable.

d. Prepayments

A prepayment is a payment in advance of the period to which it pertains and is mainly in respect of an advance payment made to a third party. This item may include advances made to staff in accordance with Civilian Personnel Regulations (such as advances on salary or on education allowance in consideration of the fact that these are advances on future staff benefits).

e. Other Current Assets

Other Current Assets relate to miscellaneous amounts due to the NATO FORACS such as accrued interest. This item may include other assets that do not result from the standard order to cash process, such as miscellaneous transactions to be regularized between entities managed by the IS Office of Financial Control.

f. Inventories

As mentioned above, NATO's adaptations of IPSAS are spelled out in C-M(2016)0023 of April 2016, which included IPSAS 12 Inventories. Furthermore, C-M(2017)0043 of September 2017, approved the NATO Accounting Policy for Inventory.

When it comes to assessing the control of NATO Inventory, these documents define a set of 10 criteria to be used in assessing the level of control of an Inventory asset. A positive response on six of the criteria will lead to the asset being capitalized in the Financial Statements if it is above the capitalization threshold. This is applied from January, 2013, under the initial NATO Accounting Framework C-M(2013)0039 of July 2013.

Criteria that may indicate control of an asset:

- The act of purchasing the asset carried out (or resulted from instructions given) by the NATO Reporting Entity.
- The legal title is in the name of the NATO Reporting Entity.
- The asset is physically located on the premises or locations used by the NATO Reporting Entity.
- The asset is physically used by staff employed by the NATO Reporting Entity or staff working under the NATO Reporting Entity's instructions.
- The fact that the NATO Reporting Entity can decide on an alternative use of the asset.
- The fact that the NATO Reporting Entity can decide to sell or to dispose the asset.
- The fact that the NATO Reporting Entity, if it has to remove or destroy the asset, can take the decision to replace it.
- The fact that a representative of the NATO Reporting Entity regularly inspects the asset to determine its current condition.
- The fact that the asset is used in achieving the objectives of the NATO Reporting Entity.
- The fact that the asset will be retained by the NATO Reporting Entity at the end of the activity.

Capitalization thresholds relevant to the financial statement are as follow:

Category	Threshold	Basis
Consumables	€50,000	Per location/warehouse
Spare Parts	€50,000	Per location/warehouse
Ammunition	€50,000	Per location/warehouse
Strategic stocks	€50,000	Per location/warehouse

Slow moving inventory – Assuming turnover of stock is over a 12-month period, any items not used over a 36-month period will be deemed to be slow moving.

Strategic stock – Some complex elements of slow-moving stock can be identified as strategic if they are deemed essential to the effective operation of an asset and cannot be readily replaced by

commercial off the shelf items or cannot be purchased due to market decisions to close production lines of key inventory items due to the advanced age of the strategic asset to which the stock relates.

NFO capitalizes inventory which it controls in its financial statements. Where there is a conflict between more than one NATO Reporting Entity as to the control of inventory, only the end-user entity reports the inventory in its financial statements, based on reliable information provided by the NATO services provider entity as defined in individual agreements between the two entities.

NFO includes transportation costs involved in bringing the inventories to their present location and condition in the initial valuation of inventory. These costs will be measured on the actual cost of transportation per item of inventory or by using an apportionment of the global transportation costs of bringing the inventories to their present location and condition across all inventory items in the period. Transportation costs involved in the subsequent movement of inventory which brings them into operational use will not be included in the value of inventory. The method of measuring these costs will be disclosed.

NFO considers inventory acquired prior to 1 January 2013 as fully expensed.

NFO assesses inventories under IPSAS 12. The outcome of this assessment is that the value of the inventories is immaterial both in value and in terms of the nature of the items held. Consequently, inventory is fully expensed on receipt. The materiality will be assessed each year.

In consideration of the above thresholds, the NFO currently has no inventory.

Non-Current Assets - Fixed Assets (Property, Plant & Equipment)

a. Property, Plant & Equipment

As mentioned above NATO's adaptation of IPSAS are spelled out in C-M(2016)0023 of April 2016 among which were specific items addressing IPSAS 17 PPE. Furthermore, C-M(2017)0022(INV) approved the NATO accounting policy for Property, Plant and Equipment.

When it comes to assessing the control of NATO over PPE these documents define a set of 10 criteria to be used in assessing the level of control of a tangible asset. A positive response on six of the criteria will lead to the asset being capitalized in the Financial Statements if it is above the capitalization threshold. This is applied from January 2013, under the initial NATO Accounting Framework C-M(2013)0039 of July 2013.

Capitalization thresholds relevant to the financial statement are as follow:

Category	Threshold	Depreciation Life	Method
Land	€200,000	N/A	N/A
Buildings	€200,000	40 years	Straight line
Other infrastructure	€200,000	40 years	Straight line
Installed equipment	€ 30,000	10 years	Straight line
Machinery	€ 30,000	10 years	Straight line
Vehicles	€ 10,000	5 years	Straight line
Aircraft	€200,000	Dependent on type	Straight line
Vessels	€200,000	Dependent on type	Straight line
Mission equipment	€ 50,000	3 years	Straight line
Furniture	€ 30,000	10 years	Straight line
Communications	€ 50,000	3 years	Straight line
Automated information systems	€ 50,000	3 years	Straight line

NFO considers PPE acquired prior to 1 January 2013 as fully expensed. However, existing accounting policies will continue to be applied for any PPE assets already capitalized prior to 1 January 2013. For PPE upgraded after 1 January 2013, only the portion related to the modification will be capitalized.

In consideration of the above thresholds, the NFO currently has no PPE.

b. Intangible Assets

As mentioned above, NATO's adaptations of IPSAS are spelled out in C-M(2017)0023 of April 2013, which included IPSAS 31 Intangible Assets. Furthermore, C-M(2017)0044 approved the NATO accounting policy for intangible assets.

When it comes to assessing the control of NATO over Intangible Assets, these documents define a set of 10 criteria to be used in assessing the level of control of an Intangible asset – they are the same as mentioned above under Inventory. A positive response on six of the criteria will lead to the asset being capitalized in the Financial Statements if it is above the capitalization threshold. This is applied from January 2013, under the initial NATO Accounting Framework C-M(2013)0039 of July 2013.

NATO Intangible Assets Capitalization Thresholds - the NATO FORACS will capitalize each intangible asset item above the following agreed NATO thresholds:

Category	Threshold	Depreciation Life	Method
Computer software (commercial off the shelf)	€50,000	4 years	Straight line
Computer software (bespoke)	€50,000	10 years	Straight line
Computer database	€50,000	4 years	Straight line
Integrated systems	€50,000	4 years	Straight line

NATO FORACS capitalizes all controlled intangible assets above the NATO Intangible Asset Capitalization Threshold. For anything below the threshold, NATO FORACS will have the flexibility to expense specific items.

NATO FORACS capitalizes integrated systems and include research, development, implementation and can include both software and hardware elements. But NATO FORACS will not capitalize the following types of intangible assets in their financial statements:

- rights of use(air, land and water);
- landing rights;
- airport gates and slots;
- historical documents; and,
- publications

NATO FORACS capitalizes other types of intangible assets acquired after 1 January 2013 including:

- Copyright
- Intellectual Property Rights
- Software development

NATO FORACS considers Intangible Assets acquired prior to 1 January 2013 as fully expensed.

NATO FORACS will report controlled Intangible assets in its financial statements. Where there is a conflict between more than one NATO Reporting Entity as to the control of intangible assets, only the end-use entity will capitalize the intangible asset in its financial statements based on reliable information provided by the NATO services provider entity as defined in individual agreements between the two entities.

NATO FORACS has no intangible assets acquired or held prior to 1 January 2013.

If an intangible asset is upgraded after 1 January 2013, only the portion related to the modification is capitalized.

Where this adaptation conflicts with another requirement of IPSAS this adaptation will apply. For the remainder, IPSAS 31 shall apply. This adaptation is effective for financial reporting periods beginning on 1 January 2013.

Current Liabilities

a. Payables

Payables are amounts due to third parties, including Participating Nations, based on goods received or services provided that remain unpaid. These include estimates of accrued obligations to third parties for goods and services received but not yet invoiced. Amounts due to Participating Nations in the context of their budget contributions are booked under Other Current Liabilities.

b. Advances and Deferred Revenue

Advances are contributions received related to future year's budgets. Advances include all advances linked to the budget process of the NFO and of the Ranges. This reflects the nature of the transactions since they result from the call for budgetary contributions process, handled by IS OFC, irrespective of the entity, and harmonises the approach between the NFO and the Ranges.

Deferred Revenue represents Participating Nations' contributions which have been called for current NFO budgets but that have not yet been recognised as revenue in the absence of any related budgetary expenses.

c. Other Current Liabilities

Amounts corresponding to the current year budgetary surplus of NFO, i.e. lapsed credits, net financial income and miscellaneous income, are considered a liability towards the Participating Nations. The settlement does not follow the normal accounts payable process, since the standard approach is to return them to Participating Nations via a deduction from the following year's call for budget contributions. This liability is therefore classified under Other Current Liabilities.

This item may include other liabilities that do not result from the standard procure to pay process, such as miscellaneous transactions to be regularized between entities managed by the IS Office of Financial Control.

Non-Current Liabilities

The long term unearned revenue is unearned revenue in relation to net carrying amounts of Property, Plant and Equipment and Intangible Assets. Revenue is recognised over the estimated life cycle of the Property, Plant and Equipment and the Intangible Assets.

Net Assets

Net Assets correspond to NATO FORACS' Project Accumulated Surplus. Project Accumulated Surplus relates to funds resulting from past years contributions by NATO FORACS' Member Nations in excess of budget execution that the Steering Committee decided not to redistribute to the Member Nations but keep for the needs of NATO FORACS as an operational reserve. It is held at the direction of the Steering Committee, with North Atlantic Council approval for the NFRs deviation.

Revenue Recognition

Revenue comprises contributions from NATO FORACS Member Nations and amounts due by beneficiaries of services provided by the NATO FORACS Ranges.

Revenue is recognised to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably. The balance of unspent contributions and other revenues that relate to future periods are deferred accordingly.

Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, the entity recognises a liability until the condition is fulfilled.

Contributions to be called from Member Nations, based on the budget they approved, are initially recorded as unearned revenue liabilities. They are recognised as revenue in the statement of financial performance when such contributions are used for their intended purpose as envisioned in the approved Budget.

Transformational adjustments are made in calculating earned revenue and expenses in the Statement of Financial Performance.

Segment Reporting

A segment is a distinguishable activity or group of activities for which it is appropriate to separately report financial information. There is no segment in NFO. The Ranges are NATO FORACS components but are not NATO entities and do not form part of NFO, so cannot be considered as segments of NFO. Separate information concerning the Ranges is provided when appropriate, but this should not be considered as being done with the intent of complying with IPSAS 18 on Segment Reporting, which is not applicable in the case of these financial statements.

Statement of Financial Position**NOTE 3: CASH AND CASH EQUIVALENTS**

The current NFO bank accounts are held in EUR. Deposits (if any) are held in interest-bearing bank accounts, immediately available.

Overview of the cash and cash equivalents held by NATO FORACS:

Amounts in EUR		
	2024	2023
NFO	3,454,495.41	3,461,794.86
TOTAL	3,454,495.41	3,461,794.86

Funds managed for third parties

The NATO-IS Office of Financial Control holds funds, in cash, contributed to the NFG, NFA and NFN budgets. These bank accounts are managed by the IS Office of Financial Control, in the context of the management of NATO FORACS financial operations, thus the closing balances are reported in the NFO's financial statements. Upon request of the Range Managers, funds are transferred to the respective Range accounts to enable the execution of Range budgets following their national rules.

The breakdown is as follows:

Amounts in EUR		
	2024	2023
NFA	2,976,041.15	1,345,279.08
NFG	731,836.61	710,774.80
NFN	1,273,671.46	1,250,571.60
TOTAL	4,981,549.22	3,306,625.48

NOTE 4: SHORT TERM INVESTMENTS

The NFO does not hold short term investments as per 31 December 2024.

NOTE 5: ACCOUNTS RECEIVABLE

At the end of 2024 this position consists mostly of the receivable from lapsed Ranges' credits, being part of their yearly budgetary surplus.

Contributions receivable are funds requested from the Nations to finance the current and following year budgets of all the NATO FORACS components. There is normally only one call for contribution, issued during the summer period. As directed by the Steering Committee, the call includes approximately 20% of the current year's budget credits and an advance of approximately 80% for next financial year.

The amounts recorded as receivables represent the lapses of the Ranges reported in their respective Budget Execution Statements.

NATO UNCLASSIFIED

6-15

ANNEX 6 to
FC(2025)0027-REV2

The below table provides an overview of open receivables at year-end for two consecutive years:

Amounts in EUR

	2024	2023
Budgetary contributions	49,214.00	325.45
NATO Bodies	562.90	221.77
Ranges	1,222,553.84	684,155.60
TOTAL	1,272,330.74	684,702.82

NOTE 6: PREPAYMENTS

Advance payments are made to the Ranges based on their respective budgets for the following year in accordance with the process of centralisation of all budgetary calls under the NFO umbrella.

Prepayments to NFO staff (typically advances on salaries, advances on education allowances, travel expenses) are done in accordance with the NATO Civilian Personnel Regulations. As per end of 2024, prepayments to staff are only related to education allowances.

Below table gives the breakdown of the different prepayments for the last 2 consecutive years:

Amounts in EUR

	2024	2023
Prepayments to the Ranges	2,985,028.90	1,976,978.40
Prepayments to Suppliers	-	1,893.20
Prepayments to Staff	37,368.01	20,785.32
TOTAL	3,022,396.91	1,999,656.92

The advances made to the Ranges are broken down as follows:

Amounts in EUR

	2024	2023
NFA	1,785,668.11	807,211.14
NFG	440,391.00	425,873.40
NFN	758,969.79	743,893.86
TOTAL	2,985,028.90	1,976,978.40

NOTE 7: OTHER CURRENT ASSETS

This item includes only accrued financial revenue.

Amounts in EUR

	2024	2023
Accrued bank interest	47,279.59	43,532.96
TOTAL	47,279.59	43,532.96

NOTE 8: INVENTORIES

Nothing to report, inventories are not considered material.

NOTE 9: INTANGIBLE ASSETS

Integrated Data Acquisition and Test System version X (IDATSvX) achieved Initial Operational Capability (IOC) on 1 September 2021. The Full Operational Capability (FOC) of IDATSvX was achieved in 2024.

The below table provides an overview of the Intangible Assets carrying amount at the year-end.

(amounts in EUR)	Carrying Amount end 2022	Additions	Disposals	Depreciation	Other Changes	Carrying Amount end 2023
Software	2,025,030	157,363		244,643		1,937,751
TOTAL FORACS	2,025,030	157,363	0	244,643	0	1,937,751

(amounts in EUR)	Carrying Amount end 2023	Additions	Disposals	Depreciation	Other Changes	Carrying Amount end 2024
Software	1,937,751	86,119		258,782		1,765,088
TOTAL FORACS	1,937,751	86,119	0	258,782	0	1,765,088

NOTE 10: PAYABLES

Payables and accrued expenses (accruals) are to commercial suppliers, staff, other NATO bodies, NATO FORACS Member Nations or other NATO FORACS entities.

Payable to suppliers relates to goods and services for which an invoice has been processed but for which payment was still pending at year-end. The invoices open in a currency different from the budget currency (EUR) has been revalued on 31 December 2024. This item includes as well payments made by NATO-IS on behalf of NATO FORACS for travel agency expenses that will be settled in the first quarter of 2025.

Accrued expenses (accruals) correspond to the estimated accrual obligation to third parties for goods and services received but not yet invoiced.

Below table provides details of the payables balances for the last 2 financial years at year-end:

Amounts in EUR		
	2024	2023
Suppliers	62,416.05	169,668.36
Accruals	83,514.64	112,223.34
TOTAL	145,930.69	281,891.70

Payable to Participating Nations

Nothing to report.

NOTE 11: DEFERRED REVENUE**Deferred Revenue**

Deferred Revenue corresponds to NFO contributions called for the current year budget or before (received or receivable) that NFO intends to use for its initial purpose, but for which corresponding goods or services could not be received in the course of the current budget year but will be incurred after the end of the reporting period. If these amounts carried forward are not spent by the end of the second year following the year for which they were approved, these funds will lapse unless a specific decision is taken by Member Nations for a further carry-forward.

There were no appropriations subject to a special carry-forward, neither to a further carry-forward.

Below table provides details on the deferred revenue balances for the last 2 financial years at year-end:

Amounts in EUR		
	2024	2023
Deferred revenue	1,543,046.02	854,691.06
TOTAL	1,543,046.02	854,691.06

NOTE 12: ADVANCES

The standard call for contribution process includes an advance on the following year's budgets for all NATO FORACS components. The NATO FORACS Ranges may in turn request that part or all of the advances be transferred to them. The amounts called as advances at year end were the following:

Amounts in EUR		
	2024	2023
NFO	1,073,455.00	1,035,787.00
NFA	4,762,669.27	2,153,729.80
NFG	1,174,376.00	1,136,657.00
NFN	2,033,260.53	1,994,949.10
TOTAL	9,043,760.80	6,321,122.90

This item includes also a voluntary advance by the United States for an amount of EUR 10,229.85 which will be offset with the next call for contributions.

NOTE 13: PROVISIONS

Nothing to report.

NOTE 14: OTHER CURRENT LIABILITIES

Amounts corresponding to the current year budgetary surplus of NFO, i.e. lapsed credits, net financial income and miscellaneous income, are considered a liability towards the Participating Nations. The settlement does not follow the normal accounts payable process, since the standard approach is to return them to Participating Nations via a deduction of the following year's call for budget contributions. Up to now, the standard practice of the NATO FORACS Steering Committee

NATO UNCLASSIFIED

6-18

ANNEX 6 to
FC(2025)0027-REV2

has been to use these amounts to fund the NFO Supplementary Budget or to add them to the Project Accumulated Surplus (see note on Net Assets).

Below is a snapshot of NFO's current year surplus at year ends:

Amounts in EUR

	2024	2023
Lapsed Appropriations	409,144.74	1,078,456.40
Net Financial Income/(Expense)	- 16,313.33	- 33,758.81
Miscellaneous Income/(Expense)	2,743.34	4,002.26
TOTAL	395,574.75	1,048,699.85

Miscellaneous income represents an over accrual reported for 2023.

Financial income is the result of foreign exchange rate differences on the payments of the supplementary budget to the ranges NFN and NFA, payments to suppliers, bank charges and interest collected throughout the year.

Other current liabilities cover also the current year budgetary surplus of the Ranges, i.e. lapsed credits and net financial income.

Detailed breakout is presented in the table below:

Amounts in EUR

	2024	2023
NFO Current Year Budget Surplus	395,574.75	1,048,699.85
Lapses NFA	703,688.31	254,082.86
Lapses NFG	98,975.58	64,306.85
Lapses NFN	419,889.95	365,765.89
Financial Surplus Ranges	47,088.16	43,340.07
TOTAL	1,665,216.75	1,776,195.52

NOTE 15: NON CURRENT LIABILITIES AND LONG TERM DEFERRED REVENUE

The long term deferred revenue is unearned revenue in relation to net carrying amounts of Property, Plant and Equipment and Intangible Assets. Revenue is recognised over the estimated life cycle of the Property, Plant and Equipment and the Intangible Assets.

This account is used as a counterpart of the Integrated Data Acquisition and Test System version X (IDATSvX), since it is available for operational use and thus recognized as an Intangible Asset and subject to yearly amortizations.

NOTE 16: RETAINED EARNINGS

Retained earnings correspond to NATO FORACS' Project Accumulated Surplus and unrealized financial result.

Project Accumulated Surplus relates to funds resulting from past contributions by NATO FORACS member Nations in excess of budget execution that the Steering Committee decided not to redistribute to the member nations but keep for the needs of the NATO FORACS project. This

decision was approved by the NAC (C-M(2018)0032-AS1 dated 26 June 2018, under "Approval of FORACS Operational Reserve Fund"). It is an Operational Reserve, with a balance as per end 2024 of EUR 384,765.82, held at the direction of the Steering Committee essentially in the case of emergency funding needs for the Project to ensure continuity of service and also for reallocation among NATO FORACS entities when the Steering Committee approves their Supplementary Budgets. It originates from previous years' budgetary and financial operations of the various NATO FORACS entities.

An amount of EUR 4,668.21 is recognized as unrealized financial loss at year end stemming from the revaluation of balances held in foreign currency, netting the total amount of Retained Earnings to EUR 380,097.61.

Statement of Financial Performance

NOTE 17: REVENUE

Non-Exchange Revenue

Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably. The non-exchange revenue is matched with the expenses stemming from budget execution.

Contributions, when called, are booked as an Unearned Revenue and subsequently recognized as Non-Exchange Revenue when it is earned.

Exchange Revenue may result from services provided by NATO FORACS to entities other than the Participating Nations. This type of revenue is assessed on a calculated day rate for services.

Below there is a snapshot of the 2024 non-exchange revenue breakdown:

Amounts in EUR

	2024	2023
Budget Execution (a)	1,648,766.30	1,671,926.78
Current Year Budget	2,746,264.00	3,353,806.00
Automatic carry forward from previous year	854,691.69	251,268.87
Lapses at year end	-409,144.74	-1,078,456.40
Automatic carry forward into next year	-1,543,044.65	-854,691.69
Financial Result (b)	-16,435.69	-34,702.75
Financial revenue - Realized	139.86	2,167.82
Financial cost - Realized	-16,453.19	-35,926.63
Financial revenue - Unrealized	32.03	-518.71
Financial cost - Unrealized	-154.39	-425.23
Miscellaneous Result (c)	2,743.34	4,002.26
Current year income		
Overaccrual	2,743.34	4,002.26
Other (d)	-172,662.98	-87,279.15
Purchase of PPE/Intangible assets	86,118.88	157,363.43
Depreciation and Amortizations	-258,781.86	-244,642.58
Non Exchange Revenue (a-b-c-d)	1,835,121.63	1,789,906.42

Exchange Revenue

Nothing to report.

Financial Revenue

This includes exchange rate differences.

Other Revenue

This includes the regularization of overestimated accruals from previous year.

NOTE 18: EXPENSES

Wages, Salaries and Employee Benefits

The personnel costs only pertain to all civilian personnel in support of funded activities. They also include expenses for salaries and emoluments for approved NATO permanent civilian positions and temporary personnel, for other salary related and non-related allowances including overtime, medical examinations, recruitment, installation and removal.

Supplies and Consumables Used

This item may also include expenses attributed to Capital Expenses (Property, Plant and Equipment and Intangible Assets) from a budget perspective, if they do not meet the criteria of PPE or Intangible Assets.

Depreciation and Amortization

Depreciation and amortization expenses are not budgeted for.

Impairments

Nothing to report.

Provisions

Nothing to report.

Other Expenses

Nothing to report.

Finance Costs

This item includes bank charges and exchange rate differences.

NOTE 19: BUDGET INFORMATION**NATO FORACS Office Budget**

Presently, the NATO FORACS Budgets are not publicly available.

The actual amounts referred to by IPSAS 24 (“amounts that result from execution of the budget”) are expenses incurred during the execution of the budget and appearing under the heading “Actuals” in the Budget Execution Statement.

Presentation of budget information in the financial statements

In the present financial statements budget information is limited to NFO since it is the only entity over which the IS OFC exercises budgetary control.

The NFO budget classification is based on the economic nature of the expenses broken down into three chapters as follows:

Chapter I	Personnel Expenses
Chapter II	Operating Expenses
Chapter III	Capital Costs

The NFO Budget is prepared for the same period (1 January to 31 December) as these financial statements.

These financial statements also include transactions with NFA, NFG and NFN in relation to their funding as components of NATO FORACS (calls for their budgets’ contributions, prepayment of advances on their budgets, transfers related to budget adjustments). Their respective budget execution and control are conducted in accordance with their own national regulations. Neither the NFO nor the IS Financial Controller have any responsibility or authority in this respect. As a consequence their budget executions are not reflected in the budget execution statement of the NFO presented in these financial statements.

Changes to the budgetary regulations were introduced by the North Atlantic Council in 2015 in approving a new set of NATO Financial Regulations. The new NATO Financial Regulations were made applicable to the 2015 budget year as from 1 May 2015. They have in particular instilled an accruals based approach to budget preparation and budget execution, whereas before the approach was largely commitment and cash based.

Despite a stronger emphasis on the principle of annual budgets, the approved and executed budget cannot be considered as fully accruals-based, since the new regulations allow for a number of exceptions, such as carrying forward commitments for goods and services that were expected to be delivered in the course of the year but for various reasons were not, or authority given to the member Nations to allow for special carry forward of appropriations unused at year-end.

The NFO budget is prepared and executed as follows:

- 1) The commitment of appropriations is the advance acceptance and recording of the financial consequence resulting from a legal obligation incurred during the financial year. As a consequence appropriations are allocated, and commitments are approved, for goods, services and works to be delivered at a later stage. Commitments are settled when the service is rendered or goods delivered as is the case for expenses under accrual accounting.

- 2) Approved Commitments for which no goods could be received or services rendered at year end normally lapse. However, if they are supported by a legal obligation and correspond to goods or services that could not be received during the course of the year for specific reasons, they may be carried forward and added to the budget of the following financial year. Uncommitted appropriations may be subject of a special carry forward to the following year if a specific agreement is given by the Steering Committee. Outstanding commitments can be carried forward for two years. As a consequence, the services or goods received may relate to a commitment of appropriations from previous years' budgets. The carry-forward should be justified by a reason for which the services or goods could not be received in the course of the year. In addition, in accordance with Financial Regulations, member Nations may agree to a further carry-forward of commitments that were already carried forward twice.
- 3) Commitments, because they are an advance acceptance, and because payments cannot be made above approved appropriations levels, typically include an estimation factor and may be (if only slightly) higher than the actual amount eventually paid. This results in commitments being higher than the actual expenses and in appropriations eventually lapsing.
- 4) Commitments are only made in respect of expenses relating to the initial purpose of the commitment. Commitments for capital expenditures are normally made in the year during which the purchase order is issued. In accrual accounting, the related costs would not appear in the Statement of Financial Performance but in the Balance Sheet and only upon reception of the works, goods or services. Conversely, there is no budgetary commitment of appropriations for non-cash flow transactions such as capital depreciation or provisions which would normally appear in the Statement of Financial Performance under accrual accounting.
- 5) On an exceptional basis, the Steering Committee may approve the carry-forward of credits without any prior legal commitment, for instance for projects at their initiation stage or planned expenditures. In accrual accounting there would be no expense recorded.
- 6) The balance of unused budgetary appropriations (not committed) lapses and is to be returned to Contributing Nations or added to the Operational Reserve at year-end (the latter being the usual practice). Lapses may include cases where a project was eventually not completed or started, and therefore lead to no expense.

Budget approval

Every year, an initial budget for Operations and Maintenance is requested in order to provide contributors with a stable level of contribution and a significant amount is planned for under the Supplementary Budget.

In order to keep the Ranges' annual O&M budgets reasonably constant, the Steering Committee decided to remove general equipment modernisation from the O&M budgets, These modernisation activities would be delivered through the NFO Supplementary Budget. For 2024, the Steering Committee approved additional proposals for a total of KEUR 1,455 to be funded from the Supplementary Budget.

Amounts in EUR

	2024	2023
Initial Budget	1,291,689.00	1,254,416.00
Supplementary Budget	1,454,575.00	2,099,390.00
Total Annual Budget	2,746,264.00	3,353,806.00

There were no frozen appropriations.

Budget execution

The NFO budget execution for the current and previous year is shown at Annex 5.

Table below compare the budget's authorized appropriations and the actual amounts committed and expended, i.e. the comparison between the Budget Execution and the expenses in the Statement of Financial Performance.

BUDGET EXECUTION		
Total Budget (including carried-forward from previous year)	(a)	3,600,956
Credits Carried Forward in Following Year	(b)	1,543,045
Lapsed Appropriations	(c)	409,145
Budget Execution Expenses	(d) = (a-b-c)	1,648,766
RECONCILIATION		
Financial Performance Expenses (Excluding financial costs)	(e)	1,562,647
Increase in Non-Current Assets	(f)	(172,663)
Provisions	(g)	-
Depreciations and Amortizations	(h)	258,782
Other Expenses	(i)	-
Sub-Total	(j)=(e+f-g+h-i)	1,648,766
Difference to Budget Expenses	(d-j)	-

Reconciliation between NFO Budget and Calls for Contributions

The funding of the NFO budget is made of an advance call and a call for contributions, carried over credits, the previous year's surplus, and on occasion, as directed by the Steering Committee, a contribution from/to the Project's Accumulated Surplus and/or a transfer from/to another FORACS entity's current year budget.

One call for contributions is issued every year which includes an advance concerning the budget of the following year and the remainder concerning the current year's budget (i.e. current year budget minus advance called during the previous year and any other adjustments among the FORACS entities).

NATO UNCLASSIFIED

6-24

ANNEX 6 to
FC(2025)0027-REV2

The table below reconciles the approved budget and the sources of funding.

Amounts in EUR

	2024	2023
Initial Budget	1,291,689	1,254,416
Supplementary Budget	1,454,575	2,099,390
Total Annual Budget	2,746,264	3,353,806
Advance called previous year	1,033,351	1,003,533
Call in current year	258,338	250,883
Total Cash Calls	1,291,689	1,254,416
Use of Previous Year's Surplus	1,048,700	711,725
Transfer from (to) other FORACS entities	405,875	1,387,665
Other Funding Sources	1,454,575	2,099,390
Total Funding	2,746,264	3,353,806

NOTE 20: WRITE-OFFS

There were no write-offs during 2024.

NOTE 21: LEASES

NFO does not have any financial leases.

NOTE 22: RESTRICTIONS ON FIXED ASSETS

There are no restrictions on fixed assets.

NOTE 23: CONTINGENT LIABILITIES

There have been no contingent liabilities identified that would be expected to result in a material obligation.

NOTE 24: CONTINGENT ASSETS

Nothing to report.

NOTE 25: EMPLOYEE DISCLOSURE

Employee Status

The tables below provide comparative data about FORACS staff for two consecutive years:

	NATO Civilians	
	2024	2023
Total Approved PE	4	4
Total Filled Positions	4	4
Arrivals in the year	0	0
Departures in the year	0	0

	Total Approved PE	Total Filled Positions
Civilian (PE)	4	4
VNC	0	0
Short term	0	0
Interns	0	0
Others – explain	0	0

Pension Schemes

NATO-IS is managing centrally three pension programs, namely the Defined Benefit Pension Scheme (DBS), the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) as well as the Retiree Medical Claims Fund (RMCF), covering staff employed by all NATO bodies.

NFO staff are covered by one of the two NATO pensions schemes (either DCPS or DBPS). The DCPS provides that the NFO budget makes a 12 percent monthly matching contribution to the staff members' contributions for current service. As for the DBPS, a deduction of 11.8% of staff salaries is made and contributed to the annual financing of this Plan. In addition, the NFO budget makes a monthly matching contribution of 23.6% to the DBPS. These contributions are expensed during the year concerned and represent the sole pension related obligation of the entity. Consequently, the NFO has neither DBPS nor DCPS liabilities for its staff members.

The table below provides comparative data about the staff affiliation to the different pension schemes for two consecutive years:

FORACS STAFF PENSION SCHEME AFFILIATION

	2024	2023
Co-ordinated Pension Scheme	2	2
Defined Contribution Pension Scheme	2	2

NATO UNCLASSIFIED

6-26

ANNEX 6 to
FC(2025)0027-REV2

The table below indicates the contributions made by NFO to the various pension programs.

Amounts in EUR

		2024	2023
Co-ordinated Pension Scheme	Staff	25,402.92	25,789.80
	Employer	50,805.84	51,579.60
	Total	76,208.76	77,369.40
Defined Contribution Pension Scheme	Staff	19,747.35	19,636.88
	Employer	29,621.03	29,455.41
	Total	49,368.38	49,092.29
TOTAL	Staff	45,150.27	45,426.68
	Employer	80,426.87	81,035.01
	Total	125,577.14	126,461.69

NOTE 26: KEY MANAGEMENT PERSONNEL

The NATO FORACS Steering Committee (one representative per member nation) is the governing body of the NFO and of the NFG, NFN and NFA. Steering Committee members are nominated by their respective National Authorities. They are paid on the basis of applicable National pay scales. The Steering Committee members do not receive from NATO any additional remuneration for Steering Committee responsibilities or access to benefits.

The key management personnel of the NFO consists of the Project Manager. The Project Manager is responsible for the overall operational management of NATO FORACS. The Project Manager reviews the three Ranges' budgets, proposed by the Range Managers, and proposes all four budgets to the Steering Committee for approval. The three sites are managed operationally by Range Managers, each nominated by the participating nation where the site is located.

There are no other remuneration or benefits to Steering Committee members or key management personnel or their family members.

NOTE 27: RELATED PARTIES

In reviewing the four budgets on an annual basis, the Steering Committee determines the budgetary credits for the Initial and the Supplementary Budgets. It is in this context that funds for the O&M budget are called (Supplementary Budget funds are already held by NFO on behalf of the Project) and held in cash or cash equivalents by the NATO-IS Office of Financial Control to finance three other NATO FORACS budgets, namely NATO FORACS Greece, NATO FORACS AUTEK and NATO FORACS Norway. For more effective cash management purposes, the Steering Committee approved the call procedure whereby funds pertaining to NFG, NFA and NFN are transferred into accounts at NATO Headquarters. These bank accounts are controlled by NFO, thus the closing balances are reported in the NFO's financial statements. Upon request of the Range Managers, funds are transferred to the Greek, US and Norwegian defence authorities respectively, with whom the Range Managers engage to execute their budget following their national rules.

NATO Office of Financial Control manages the surplus funds of all the NATO FORACS entities on the NFO bank account. These funds are not controlled by the NFO Project Manager, but are approved for expenditure by the Steering Committee to enable it to implement its Supplementary Budget authorisations. Remaining funds constitute the Operational Reserve.

NATO UNCLASSIFIED

6-26

Both the Steering Committee members and Key management personnel have no significant party relationships that could affect the operation of the NFO.

In 2024, NATO International Staff charged NATO FORACS for the services provided:

Amounts in EUR

	Services provided by NATO-IS	
	2024	2023
Common Operating Cost	43,293.00	24,496.00
Administrative Cost	56,428.98	43,886.86
Total	99,721.98	68,382.86

* * * * *

List of acronyms:

AUTEC	Atlantic Underwater Test and Evaluation Center
DOD	Department of Defense
BC	Budget Committee
FORACS	Naval Forces Sensor and Weapon Accuracy Check Sites
IPSAS	International Public Sector Accounting Standards
IS	International Staff
MOD	Ministry of Defense
MOU	Memorandum of Understanding
NCIA	NATO Communication and Information Agency
NFA	NATO FORACS AUTEC
NFG	NATO FORACS Greece
NFN	NATO FORACS Norway
NFO	NATO FORACS Office
NFSC	NATO FORACS Steering Committee
OFC	Office of Financial Control
PPE	Property, Plant and Equipment